



ECONOMIE GENERALE ET STATISTIQUE

2ème Bac Sciences Economiques

Première partie: Les concepts économiques de base

1- Le Marché

Travaux dirigés

27/09/2014

Année scolaire 2014-2015

Mr Larbi TAMNINE

Important:

Pour les remarques et les suggestions n'hésitez pas à les envoyer à l'adresse e-mail suivante : larbitamnine@yahoo.fr

EXERCICE 1:

DOCUMENT 1: Secteur du ciment : Y a-t-il entente sur les prix ?

La consommation nationale baisse drastiquement en octobre. Parallèlement, les prix s'inscrivent à la hausse.

Alors que la consommation de ciments affichait un repli de 8,17% au 30 septembre 2013, celle-ci s'est davantage détériorée durant le mois d'octobre. Et pour cause, l'arrêt des principaux chantiers durant Aïd Al Adha pour une bonne quinzaine de jours. Ainsi, durant le mois d'octobre, la consommation nationale a régressé de 18,63% pour afficher 12,3 millions de tonnes au titre des dix premiers mois de l'année, soit une baisse de 9,13% par rapport à la même période de l'année précédente.

Selon un analyste de la place, la baisse des volumes, couplée à l'entrée de nouvelles capacités de production de Ciments de l'Atlas, devraient avoir une incidence sur le chiffre d'affaires et les marges des autres cimentiers, à savoir Holcim, Lafarge et Ciments du Maroc... Cette évolution se traduit par un effet prix positif, c'est-à-dire une baisse des volumes accompagnée par une hausse des prix de vente.

Selon un analyste, la hausse des prix de vente peut s'expliquer par une entente sur les prix par les différents cimentiers. En atteignant la part de marché cible de CIMAT, les acteurs ont peut-être décidé de revoir les prix à la hausse, leur permettant de garder leurs marges à des niveaux confortables.

Finances News Hebdo du 21/11/2013

DOCUMENT 2:

Malgré des performances économiques, le Maroc est en butte à la persistance des dysfonctionnements au niveau du marché du travail. Actuellement, la situation présente une configuration marquée par d'importants déséquilibres qui se manifestent avec plus ou moins d'acuité à tous les segments de ce marché. Selon «Perspectives économiques en Afrique», le pays fait face à un problème structurel de chômage. Nonobstant la création annuelle de 156 000 postes d'emploi, le taux de croissance économique moyen (des dix dernières années) s'est avéré insuffisant pour absorber l'arrivée des nouveaux diplômés sur le marché du travail. Certaines données sur la situation de l'emploi montrent en effet que le chômage affecte plus particulièrement les populations en milieu urbain, les jeunes générations accédant pour la première fois au marché du travail, les jeunes diplômés, la population féminine et les catégories sociales marginalisées.

Cette situation qui persiste depuis plusieurs années et tend même à s'amplifier résulte de la conjonction de facteurs défavorables agissant tant du côté de l'offre que de la demande. Pour y remédier, l'option est prise pour des politiques publiques volontaristes, afin de faciliter l'insertion des chômeurs et stimuler l'entrepreneuriat...

www.lematin.ma , Edition du 28 /08/2012

TRAVAIL A FAIRE :

1° En vous basant sur le document 1 :

a- Identifiez le type de marché selon l'objet, les offreurs et les demandeurs.

b- Caractérissez : b1- La demande de ciments au Maroc ;

b2- L'offre de ciment au Maroc.

c- Expliquez la hausse anormale des prix du ciment.

2° En vous référant au document 2:

a- Identifiez le type de marché selon l'objet, objet du document

b- Caractériser l'offre et la demande sur ce marché.

c- Expliquez la phrase soulignée.

EXERCICE 2:

DOCUMENT 1: Banques : Le creusement du déficit de liquidité se poursuit

Le creusement du déficit de liquidité bancaire s'est poursuivi au cours du premier trimestre 2014. C'est ce qu'affirme, en tout cas, la DEPF (Direction des Etudes et de la Prévision Financière) dans sa note de conjoncture datée de ce mois d'avril. Certains économistes pointent du doigt la dégradation des comptes extérieurs (balance commerciale, revenu des IDE et du tourisme, transfert des IDE), et le recul des dépôts par rapport aux crédits.

Pour faire face à l'insuffisance des trésoreries bancaires, Bank Al-Maghrib a injecté de la liquidité, essentiellement à travers les avances à 7 jours sur appels d'offre au taux de 3%, dont le volume moyen a atteint environ 52 milliards de dirhams contre 56,3 milliards au quatrième trimestre 2013.

Pour le même souci, la Banque est intervenue à travers les opérations de pension livrée à 3 mois d'un montant de 10 milliards de dirhams et par le biais des prêts garantis par des effets privés représentatifs des crédits destinés aux PME et TPE d'un montant de 8 milliards. Au total, quelque 70 milliards de DH aurait été injectés sur le marché monétaire au premier trimestre 2014.

Dans ces conditions, la moyenne trimestrielle du taux interbancaire moyen pondéré au jour le jour (TIMPJJ) a légèrement baissé d'un point de base (pb) par rapport au trimestre précédent pour s'établir à 3,05%.

www.lopinion.ma, Edition du 23/04/2014

DOCUMENT 2: Dévaluation, solution ou suicide ?

Le dirham est-il surévalué ? Faudrait-il que les autorités monétaires le dévaluent pour assurer la compétitivité des entreprises exportatrices marocaines ? C'est un débat qui a refait surface sur la scène économique ces dernières semaines. Avec l'aggravation du déficit public à 7,1% en 2012 et la détérioration continue des comptes extérieurs, des voix se sont élevées pour exiger la diminution de la valeur de la monnaie nationale. Les défenseurs de cette idée estiment qu'il s'agit de la meilleure manière de résorber le déficit commercial car si la valeur du dirham baisse, les exportateurs marocains pourraient gagner en compétitivité, ce qui permettrait, in fine, de relancer la machine économique...

Les termes de dévaluation et de réévaluation ne peuvent être correctement utilisés que dans les régimes de change où les autorités monétaires définissent le prix de la monnaie nationale par rapport à une référence qui peut être l'or, une autre monnaie, plusieurs monnaies, un panier de monnaies. C'est d'ailleurs le cas du Maroc qui adopte un régime de change intermédiaire de parité fixe. Dans un régime de change flottant, qui est aujourd'hui celui des grandes monnaies (dollar, euro, yen, livre sterling), les autorités monétaires ne définissent pas de parité. Elles ne peuvent donc ni dévaluer ni révaluer leur monnaie, même si elles peuvent intervenir sur le marché des changes pour tenter d'en influencer le cours. On parle de dépréciation et non de dévaluation, lorsqu'une monnaie perd de sa valeur sur le marché des changes par rapport à une autre monnaie et d'appréciation plutôt que de réévaluation dans le cas inverse.

www.leseco.ma, Edition du 18/02/2013

TRAVAIL A FAIRE :

1° *Caractériser les marchés, objet des documents 1 et 2, en reproduisant et en complétant le tableau ci-dessous :*

	Type de marché selon l'objet	Offreurs	Demandeurs	Le prix
DOCUMENT 1				
DOCUMENT 2				

2° *En vous référant, au document 1, dégager les causes et les conséquences de la sous-liquidité bancaire.*

3° *Relevez, du document 2, puis expliquez le régime de change adopté par le Maroc.*

4° *Expliquez la relation entre la valeur d'une monnaie et le niveau du déficit commercial.*